

LUTTER DANS LES AFRIQUES –
COLLOQUE INTERNATIONAL, UNIVERSITE PARIS I - SORBONNE,
26 & 27 NOVEMBRE 2009
APPEL A CONTRIBUTIONS

Rébellions armées et émeutes de la faim, révoltes urbaines et escapisme rural, mouvements sociaux et mobilisations associatives, luttes nationalistes et mouvements paysans, prédicateurs, syndicalistes et « altermondialistes africains »... Près de 50 ans après les indépendances, l'Afrique est plus que jamais « indocile¹ ». Bientôt 30 ans après la naissance du courant « politique par le bas », la question des luttes et des formes de résistance sur le continent africain – et des outils théoriques qui permettent de les saisir – reste d'une vibrante actualité, à la fois scientifique et politique.

Penser les luttes dans les Afriques, c'est ne pas céder à l'image éculée d'une Afrique en dehors de l'histoire, d'une Afrique de l'éternel consentement (des dominés) et de l'immuable autorité (des dirigeants), d'une Afrique du consensus qu'il conviendrait de laisser à une anthropologie a-historique. C'est en même temps poser la question de ce qui pourrait constituer la spécificité des formes et des registres des dissentiments qui s'expriment sur le continent (qu'en est-il, par exemple des dimensions idéologiques des protestations – absentes de l'étude contemporaine des luttes, alors qu'elles étaient omniprésentes dans la décennie des indépendances ?). C'est aussi analyser plus finement la diversité des modes protestataires : peut-on, par exemple, appréhender dans un même mouvement les modes de protestation professionnalisés autour des ONG et certains groupes violents, aux visées insurrectionnelles ? Cela implique enfin de penser les situations spécifiques de la protestation dans leurs rapports aux mutations des sociétés africaines contemporaines, qu'elles touchent aux transformations de la division urbain / rural, aux tensions foncières, tensions générationnelles, ou aux registres religieux, ethniques et mémoriels de l'énonciation du politique. En bref, il s'agira dans ce colloque d'étudier aussi bien les registres du non-consentement, que les stratégies des challengers (modalités de l'engagement, recours à l'extraversion, circuits d'accumulation des ressources...) mais aussi les formes de gestion étatique de la protestation par les appareils étatiques (répression, cooptation...).

Envisager la question des luttes politiques et sociales ne suppose pas croire qu'elles recouvrent toute la gamme des situations de non-consentement et de remise en cause des dominants. C'est sans doute un apport du courant du « politique par le bas »² que d'avoir invité à porter le regard en dehors des sites les plus évidents d'observation du politique, et d'avoir invité à examiner les pratiques par lesquelles s'énonce le dissentiment : car « qui ne dit mot ne consent pas toujours », comme en témoignent chansons, fuites, escapisme, et autres traces de l'indocilité.

Où en est aujourd'hui le questionnement théorique sur ces formes du dissentiment en Afrique ? Un des ouvrages classiques³ consacrés à la protestation s'inscrivait explicitement dans l'historiographie nationaliste – au point que le deuxième classique qui y fut consacré avait pour programme explicite de contrer ce positionnement⁴. Si le courant « politique par le bas » a largement contribué à la vitalité des études africaines, qu'en est-il aujourd'hui du rendement de concepts centraux comme ceux de « modes populaires d'action politique » ou « économie morale » ? Alors que la discussion critique de

¹ MBEMBE, Achille, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988

² BAYART, Jean-François « Le politique par le bas en Afrique Noire : questions de méthode », *Politique africaine*, janv 1981, p. 53-82.

³ ROTBERG, Robert I., MAZRUI, Ali A. (ed.), *Protest and power in Black Africa*. New York: Oxford university press (Center for International Affairs, Harvard university), 1970.

⁴ CRUMMEY, Donald (ed.), *Banditry, rebellion and social protest in Africa*. London: J. Currey Portsmouth : Heinemann, 1986.

l'historiographie des résistances est déjà bien entamée⁵, ce colloque propose une discussion conceptuelle des travaux consacrés aux formes du non-consentement en Afrique en croisant ceux-ci avec d'autres traditions d'analyse de la protestation qui se sont élaborées plutôt sur des terrains occidentaux. Faut-il pour autant que le désenclavement théorique des études africaines aboutisse à y importer la sociologie des mouvements sociaux au moment même où celle-ci tend à se routiniser et à laisser s'ossifier ses concepts clefs ? Comment les outils de réflexion sur la sociologie des mouvements sociaux ont-ils circulé et ont-ils été appliqués au continent africain ? Avec quel profit ? Quelle est leur plus (ou leur moins) value en comparaison des approches utilisées sur le continent (résistances, banditisme social, modes populaires d'action politique – grilles d'analyse dont la pertinence doit également être questionnée) ? Comment articuler les travaux récents de la sociologie des mouvements sociaux qui tiennent compte de la transnationalisation des mobilisations et les perspectives ouvertes par une sociologie historique de l'extraversion (J.-F. Bayart) ? Doit-on penser ensemble la circulation et l'internationalisation des modes de protestation et celle des outils théoriques qui s'en emparent ?

S'appuyant sur cette réflexion conceptuelle, le colloque cherchera également à susciter des travaux empiriques novateurs sur la question des luttes dans les Afriques. En effet, les décennies précédentes, celle des autoritarismes puis celle de la « libéralisation », ont paradoxalement mis de côté la recherche sur les mobilisations voire même sur les processus de délégitimation des autorités. L'intérêt porté aux pratiques d'échange entre les différentes strates de la société ont d'abord occulté les formes du non-consentement, puis la décennie de la « société civile » a fini de « neutraliser » la recherche sur ce thème. Alors que la notion est définitivement rangée au placard des concepts non opératoires, les travaux sur les diverses formes de lutte peuvent de nouveau s'aventurer sur des terrains glissants (religieux, mouvements miliciens, paysans) et s'interroger sur les outils théoriques aptes à mieux les saisir.

Axes du colloque :

Ce colloque concerne toutes les disciplines des sciences sociales : histoire, anthropologie, sociologie, science politique, économie...

La période concernée ne se limite pas aux XIXe-XXIe mais peut inclure des travaux portant sur des périodes plus anciennes dès lors qu'elles sont relatives à une forme de protestation.

On n'adoptera pas de définition à priori (mouvement social, émeutes, mobilisations...) des formes de luttes à envisager, pour peu que puisse s'y lire le non-consentement ou la remise en cause, frontale ou latérale, collective ou individuelle, de certaines autorités. En revanche, il est attendu des papiers qu'ils proposent une discussion historiographique, conceptuelle et théorique assez poussée, en rapport avec les situations étudiées.

Si les travaux empiriques sont encouragés, des contributions à base uniquement théorique pourront être proposées, portant par exemple sur des concepts-clefs mobilisés dans l'étude de la protestation en Afrique.

Les propositions de communication portant sur l'Afrique lusophone et anglophone sont particulièrement bienvenues.

⁵ VAN WALRAVEN Klaas, ABBINK Jon, 'Rethinking Resistance in African History: An Introduction', in Abbink J., DE BRUIJN M., van Walraven K. [eds], *Rethinking Resistance: Revolt and Violence in African History* (Brill Academic Publishers: Leiden and Boston, 2003), pp. 1-40

MODALITES PRATIQUES

Les dates

- date limite de soumission des propositions : 31 mai 2009 au plus tard
 - retour des avis du comité de lecture : 30 juillet 2009 au plus tard
 - réception attendue des communications sous leur forme définitive et électronique : 30 octobre 2009.
- Les contributions ne devront pas dépasser 50 000 signes

Langues :

Les propositions et papiers peuvent être soumis en français et en anglais. Les communications orales se tiendront en français ou en anglais.

Pour faire acte de candidature.

Les candidatures devront être envoyées par voie électronique aux membres du comité de pilotage du colloque.

Format des candidatures : les candidatures, en anglais ou en français, seront rédigées de la sorte :

Nom, Prénom :

Institution de rattachement :

Statut :

Adresse électronique :

Adresse à laquelle adresser les correspondances :

Téléphone(s) :

Fax :

Titre de la communication :

Résumé de la communication en 4 lignes :

Proposition de communication (entre 3000 et 6000 caractères espaces compris), incluant la démarche (empirique, théorique) adoptée :

Mots clefs :

Pour tout renseignement sur le contenu des débats, contacter

jsimeant@univ-paris1.fr

mepommerolle@free.fr

richard.banegas@noos.fr

Comité scientifique

Richard Banégas (Université Paris I, CEMAF)

Jean-François Bayart (CERI-CNRS)

Jean Copans (EHESS)

Miles Larmer (University of Sheffield)

John Lonsdale (Trinity College, Cambridge)

Marie-Emmanuelle Pommerolle (Université des Antilles Guyane - IESG - CRPLC)

Johanna Siméant (Université Paris I, CRPS)

Anne-Catherine Wagner (Université Paris I, CSE)

K. van Walraven (African Studies Centre, Leiden)